

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

Décret n° 2013-1458

ordonnant la présentation à
l'Assemblée nationale du projet de loi
suivant :

- Projet de loi de règlement pour l'année 2011.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la Constitution,

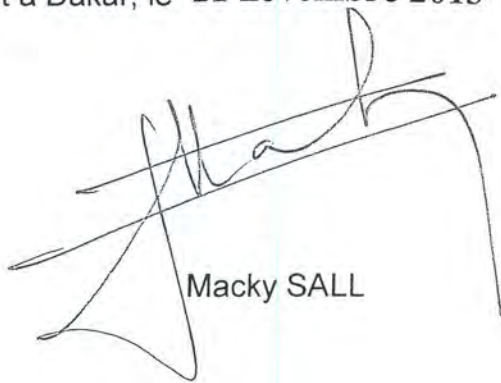
DECRETE

Article premier : Le projet de loi dont le texte est annexé au présent décret, sera présenté à l'Assemblée nationale par le Ministre de l'Economie et des Finances qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article 2 : Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre de la Promotion de la Bonne Gouvernance, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Dakar, le 21 novembre 2013

Par le Président de la République
Le Premier Ministre



Macky SALL



Aminata TOURE

République du Sénégal



Un Peuple – Un But – Une Foi

**Ministère de l'Economie et des Finances
Direction générale des Finances**

PROJET DE LOI DE REGLEMENT POUR L'ANNEE 2011

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances respectives :

- loi n° 2010-16 du 15 décembre 2010 portant loi de finances initiale pour l'année 2011 ;
- loi n° 2011-16 du 8 Juillet 2011 relative à la première loi de finances rectificative pour l'année 2011 ;
- loi n° 2011-22 du 31 décembre 2011 relative à la deuxième loi de finances rectificative pour l'année 2011.

Le budget 2011 a été exécuté dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, après un mouvement de reprise généralisée en 2010. Cette décélération découlerait de la conjonction de plusieurs facteurs défavorables particulièrement celui de la dette souveraine des pays européens.

Au plan interne, l'économie sénégalaise a connu aussi un ralentissement, après le redressement entamé en 2010. Cette décroissance est la conséquence de la persistance des délestages en fourniture d'électricité durant le premier semestre, à laquelle se sont ajoutés les mauvais résultats de la campagne agricole observés au second semestre 2011 imputable à la faible pluviométrie. Ainsi, la baisse d'ensemble de la production agricole a inhibé, le regain d'activité relevé dans le secteur secondaire au second semestre à la faveur de la sécurisation du combustible et de l'exploitation des capacités additionnelles (150 MW) dans le cadre du Plan « TAKKAL ».

L'exécution budgétaire a été marquée par une mobilisation satisfaisante des ressources qui a permis de couvrir entièrement les dépenses du budget général de la gestion 2011. D'ailleurs, un excédent de recettes sur les dépenses a été constaté en fin de gestion.

Cette amélioration du recouvrement s'explique par la poursuite des réformes entreprises par les régies de recettes en l'occurrence la Direction générale des impôts et domaines, la Direction générale des douanes et la Direction générale de la comptabilité publique et du Trésor. Les principales réformes sont les suivantes :

- l'exécution du plan d'action du comité de suivi des recettes du MEF ;
- la poursuite du transfert du recouvrement des impôts directs ;
- La continuité de la mise en œuvre du plan de modernisation de l'administration fiscale ;
- la dématérialisation en cours des procédures administratives et douanières par la généralisation du système GAINDE 2010 sur l'ensemble du territoire national ;
- la création de la Direction de la dette au niveau de la DGCPT pour la prise en charge entre autre des émissions des bons du Trésor et des obligations sur le marché régional.

A ces réformes s'ajoutent les mesures prises pour la rationalisation de la dépense publique. Il s'agit de :

- la mise en place du comité de régulation des dépenses chargé de contrôler le rythme de l'exécution budgétaire au regard de la trésorerie disponible ;
- le recensement exhaustif des lignes téléphoniques et des polices d'abonnement d'eau de l'administration centrale pour une meilleure gestion des dépenses permanentes ;
- l'adoption du décret n° 2011- 540 du 26 avril 2011 portant régime financier et comptable des établissements publics, des agences et autres organismes publics similaires en vue d'encadrer le processus budgétaire des organismes publics et structures assimilées.

Au total, les recettes du budget général ont été recouvrées en 2011 pour un montant total de 2 249,19 milliards contre 1720,14 milliards en 2010, soit une augmentation de 529,05 milliards en valeur absolue et de 30% en valeur relative. Elles sont composées, pour l'essentiel, des recettes fiscales et non fiscales (1 336,52 milliards de francs), des dons budgétaires (37,80 milliards provenant notamment des Pays-Bas pour 7,22 milliards et de l'Union Européenne pour 19,91 milliards), des emprunts obligataires de 494,45 milliards de francs, d'emprunt programme d'un montant de 18,62 milliards de francs et des tirages des projets financés sur ressources extérieures de 276,53 milliards dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Les dépenses budgétaires ont été exécutées pour un montant de 2 094,41 milliards en 2011 contre 1881,53 milliards l'année précédente ; soit une hausse de 212,88 milliards en valeur absolue et de 11% en valeur relative. Cette hausse est imputable à la dette publique qui a progressé de 49,1% en glissement annuel, des transferts courants de 31,9% et des dépenses d'investissement sur ressources internes de 16,4%. Cependant, un repli des dépenses d'investissement sur ressources extérieures de 5,3% et des dépenses de fonctionnement de 13,2% est noté par rapport à la gestion 2010.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont été recouvrées à hauteur de 80,42 milliards pour des dépenses exécutées d'un montant de 80,88 milliards de francs. En glissement annuel, il faut relever une amélioration des recouvrements de recettes de 22% et une hausse des dépenses de 23%.

Concernant les indicateurs de la gestion budgétaire, le taux de pression fiscale¹ s'est amélioré de deux (2) points pour s'établir à 19%, au-delà du seuil communautaire fixé à 17%. Le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales s'élève à 33% en dessous du seuil communautaire de 35%.

S'agissant du ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, il a été bien respecté avec 39% se situant ainsi à un niveau supérieur au seuil communautaire de 20 %.

¹ PIB 2011 (à prix courant):6816.4 milliards de francs, sources : DPEE, situation Economique et Financière 2011(mars 2012)

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

II. LA SITUATION BUDGETAIRE

A. prévisions et résultats

Tableau 1:Prévisions et réalisations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor

I. Dépenses du Budget Général	LFI	LFR1	LFR2	Modifications	Ouverture/annulation s de crédits	Report de crédits	Crédits de la gestion	Ordonnancement / recouvrement	Ecart
Dette publique	254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	0	0	0	362 945 000 000	281 008 792 265	81 936 207 735
Dépenses de personnel	416 000 000 000	416 000 000 000	416 000 000 000	0	0	0	416 000 000 000	422 856 341 616	-6 856 341 616
Dépenses de fonctmt	349 827 514 500	318 708 014 500	301 382 592 686	-1 159 840 000	1 366 495 000	0	301 589 247 686	286 568 536 479	15 020 711 207
Transferts courants	238 362 485 500	309 490 985 500	315 816 407 314	1 159 840 000	2 435 460 417	0	319 411 707 731	319 668 013 994	-256 306 263
Total des dépenses ordinaires	1 258 920 000 000	1 402 789 000 000	1 396 144 000 000	0	3 801 955 417	0	1 399 945 955 417	1 310 101 684 354	89 844 271 063
Total des dotations internes	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	0	0	0	6 000 000 000	6 000 000 000	0
Total dépenses ordinaires HDI	1 252 920 000 000	1 396 789 000 000	1 390 144 000 000	0	3 801 955 417	0	1 393 945 955 417	1 304 101 684 354	83 844 271 063
Dépenses en capital	150 635 200 000	136 325 256 575	134 858 275 983	0	3 136 744 063	20 765 500 000	158 760 520 046	125 985 881 505	32 774 638 541
Transfert en capital	367 064 800 000	437 865 743 425	373 241 743 538	0	5 593 255 937	575 000 000	379 409 999 475	381 748 923 070	-2 338 923 595
Dépenses en capital non assignées au Trésor	281 000 000 000	281 000 000 000	267 500 000 000	0	0	0	267 500 000 000	276 573 394 459	-9 073 394 459
Total dépenses en capital	798 700 000 000	855 191 000 000	775 600 019 521	0	8 730 000 000	21 340 500 000	805 670 519 521	784 308 199 034	21 362 320 487
TOTAL DEPENSES BG	2 057 620 000 000	2 257 980 000 000	2 171 744 019 521	0	12 531 955 417	21 340 500 000	2 205 616 474 938	2 094 409 883 388	111 206 591 550
TOTAL HDI	2 051 620 000 000	2 251 980 000 000	2 165 744 019 521		12 531 955 417	21 340 500 000	2 199 616 474 938	2 088 409 883 388	111 206 591 550
II. Recettes du Budget Général									
Recettes fiscales et non fiscales	1 345 400 000 000	1 363 000 000 000	1 344 000 000 000				1 344 000 000 000	1 336 524 983 867	-7 475 016 133
Remboursement de prêt	2 700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000				3 000 000 000	1 158 815 884	-1 841 184 116
Dons	29 385 000 000	37 300 000 000	37 300 000 000				37 300 000 000	37 805 327 292	505 327 292
recettes exceptionnelles	59 700 000 000	62 000 000 000	62 000 000 000				62 000 000 000	84 057 928 140	22 057 928 140
Dons projets et legs	125 000 000 000	125 000 000 000	117 000 000 000				117 000 000 000	101 080 463 046	-15 919 536 954
Tirages sur emprunts projets	156 000 000 000	156 000 000 000	150 500 000 000				150 500 000 000	175 492 931 413	24 992 931 413

Juillet 2012

Lai de règlement gestion 2011

	LFI	LFR1	LFR2	Modifications	Ouverture/annulations de crédits	Report de crédits	Crédits de la gestion	Ordonnancement / recouvrement	Ecart
Emission bons du Trésor	40 000 000 000	43 880 000 000	42 911 878 000				42 911 878 000	43 879 000 000	967 122 000
Emprunts programmes	34 000 000 000	42 200 000 000	39 300 000 000				39 300 000 000	18 623 739 001	-20 676 260 999
Autres emprunts	215 890 000 000	378 390 000 000	328 522 122 000				328 522 122 000	450 567 436 616	122 045 314 616
TOTAL RCETTES BG	2 008 075 000 000	2 210 770 000 000	2 124 534 000 000	0	0	0	2 124 534 000 000	2 249 190 625 259	124 656 625 259
Total Rec hors subvent	2 008 075 000 000	2 210 770 000 000	2 124 534 000 000	0	0	0	2 124 534 000 000	2 249 190 625 259	124 656 625 259
III.CST									
Recettes	67 916 000 000	67 916 000 000	67 916 000 000				67 916 000 000	74 425 397 176	6 509 397 176
transfert reçus d'autres budgets	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000				6 000 000 000	6 000 000 000	0
Dépenses	73 916 000 000	73 916 000 000	73 916 000 000				73 916 000 000	80 882 134 541	-6 966 134 541
SOLDE	0	0	0				0	-456 737 365	
TOTAL DU BUDGET GENERAL ET COMPTES SPECIAUX DU TRESOR									
RECETTES	2 081 991 000 000	2 284 686 000 000	2 198 450 000 000				2 198 450 000 000	2 329 616 022 435	131 166 022 435
DEPENSES	2 131 536 000 000	2 331 896 000 000	2 245 660 019 521	0	12 531 955 417	21 340 500 000	2 279 532 474 938	2 175 292 017 929	104 240 457 009

B. Eléments d'appréciation

1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES DU BUDGET GENERAL

Tableau 2: Evolution des dépenses et des recettes hors emprunts et subventions

En milliards de FCFA

Gestions	2007	2008	2009	2010	2011
Montant des Recettes hors subventions, emprunts et recettes exceptionnelles	1 076,50	1 098,57	1 000,31	1 180,13	1 337,68
Evolution en%	9,8%	2,1%	-8,9%	18,0%	13,4%
Montant des Dépenses assignées au Trésor	1 418,3	1 386,06	1 441,70	1 589,46	1 817,84
Evolution en%	14,5%	-2,3%	4,0%	10,2%	14,4%

Pour la gestion 2011, les recettes budgétaires hors subventions et emprunts sont réalisées à hauteur de 1 337,68 milliards de FCFA contre 1 180,13 milliards de FCFA en 2010 soit une hausse de 157,55 milliards de FCFA en valeur absolue et 13,4% en valeur relative. Cette hausse des recettes se justifie principalement par les performances réalisées au niveau du recouvrement des recettes fiscales.

S'agissant des dépenses budgétaires assignées au Trésor Public, elles ont connu une hausse de 14,4%, passant ainsi de 1 589,46 milliards FCFA en 2010 à 1 817,84 milliards FCFA en 2011.

2. COUVERTURE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR LES RECETTES

Tableau 3: Couverture des dépenses par les recettes internes

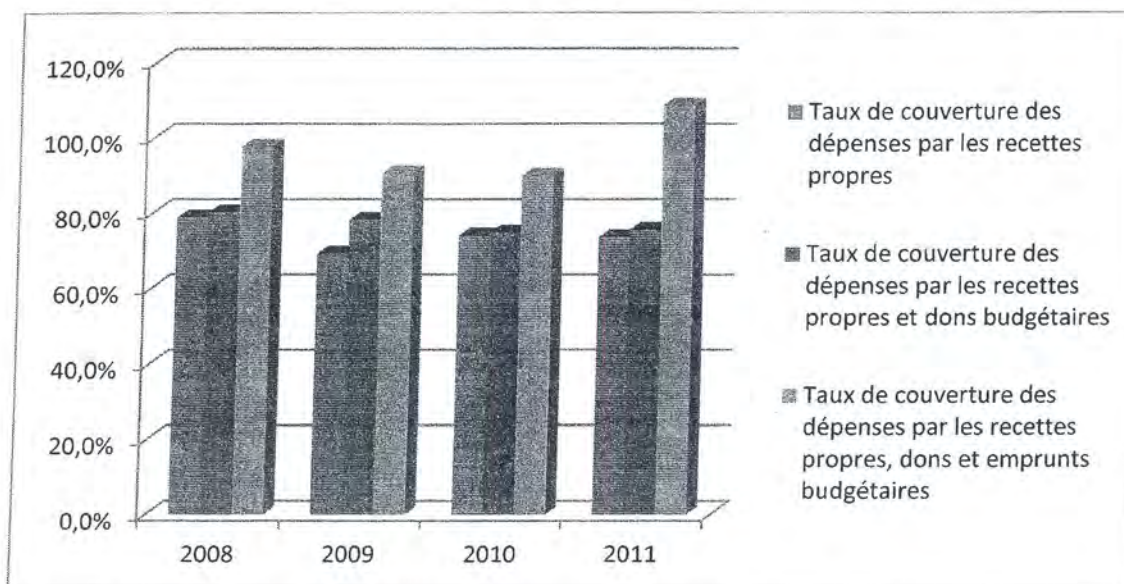
En milliards de FCFA

Gestion	2008	2009	2010	2011
Dépenses totales (1)	1 386,06	1 441,70	1 589,46	1 817,84
Recettes fiscales et non fiscales (2)	1 091,29	997,53	1 176,77	1 336,52
Recettes fiscales, non fiscales et dons budgétaires (3)	1 111,99	1 127,10	1 188,71	1 374,34
Recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)	1 352,38	1 304,59	1 428,08	1 972,62
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales (2)/(1)	78,7%	69,2%	74,0%	73,5%
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales et dons budgétaires (3)/(1)	80,2%	78,2%	74,8%	75,6%
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)/(1)	97,6%	90,5%	89,8%	108,5%

Le taux de couverture des dépenses du budget général, dont le Trésor est comptable assignataire, par les recettes fiscales et non fiscales est de 73,5% en 2011, un peu moins que les années 2008 et 2010 (78,7% et 74%) et mieux que l'année 2009 où il était de 69,2%.

Si l'on tient compte des dons budgétaires, le taux de couverture des dépenses est de 75,6% et reste toujours inférieur à celui de 2008 et 2009.

Par contre, le recours aux emprunts et recettes exceptionnelles a permis, mieux que par le passé, de couvrir entièrement les dépenses budgétaires de 2011 à hauteur de 108,5%.

Graphique 1: Taux de couverture des dépenses par les recettes de 2008 à 2011

C. LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Les autorisations budgétaires ont été accordées par les lois de finances initiale et rectificative (article 4) et par les réaménagements par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances.

1. AUTORISATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE

Elles sont arrêtées, en ressources à 2 008,075 milliards de francs pour le budget général et à 73,916 milliards de francs pour les comptes spéciaux du Trésor. Ces ressources sont ainsi réparties :

- recettes dont le Trésor est comptable assignataire : 1 727,075 milliards FCFA ;
- ressources dont le Trésor n'est pas comptable assignataire : 281 milliards FCFA ;
- recettes des CST : 73,916 milliards FCFA.

S'agissant des charges, elles sont projetées pour le budget général à 2 057,620 milliards de francs dont 1 776, 620 milliards pour lesquels le Trésor est comptable assignataire et 281 milliards de dépenses d'investissement dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Le montant des crédits ouverts des comptes spéciaux du Trésor est fixé à 73,916 milliards de francs.

Le déficit prévisionnel du budget initial s'élève à 49,545 milliards de francs.

2. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE.

En 2011, deux lois de finances rectificatives ont été votées par le Parlement. Il s'agit des lois n° 2011-16 du 8 Juillet 2011 et n°2011-22 du 31 décembre 2011.

La seconde loi de finances rectificative a été votée pour, d'une part, conformer la nouvelle organisation administrative intervenue après le vote de la première loi de finances rectificative, aux chapitres budgétaires et, d'autre part, réajuster les ressources pour prendre en compte les moins values de recouvrement de recettes fiscales attendues à la fin de l'année et de procéder à la réduction des crédits du budget

général pour une meilleure articulation des dépenses publiques avec la trésorerie de l'Etat.

C'est ainsi que les prévisions de recettes du budget général de certains postes ont été revues à la baisse, comparativement à la première loi de finances rectificative. Il s'agit de la baisse des :

- recouvrements des recettes fiscales d'un montant de 19 milliards de francs CFA ;
- emprunts pour un montant de 53,7 milliards de francs CFA ;
- ressources extérieures d'un montant de 13,5 milliards de francs CFA

Au total, les recettes prévisionnelles du budget général ont connu une baisse de 86,2 milliards entre la première loi de finances rectificative et la seconde loi de finances rectificative.

Cependant, comparée à la loi de finances initiale, il faut relever une progression des prévisions de recettes de 116,46 milliards de francs imputable principalement aux emprunts.

En outre, les prévisions de dépenses de la seconde loi de finances rectificative ont connu une hausse de 114,124 milliards de francs CFA comparativement aux prévisions initiales.

3. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE

Il s'agit d'une part de transferts de crédits modifiant la détermination du service responsable de l'exécution de la dépense sans modifier la nature de cette dernière, des virements de crédits conduisant à modifier la nature de la dépense prévue par les lois de finances, des reports de crédits d'investissement et d'autre part des annulations et des ouvertures de crédits.

Il s'agit, d'une part, des modifications portant sur la répartition des crédits prévues par l'article 15 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances, sans préjudice du crédit global du budget général et d'autre part, des ouvertures supplémentaires de crédits prévues par les articles 12 et 20 de la même loi.

Au titre des dépenses, des actes réglementaires d'ouvertures de crédits ont apporté des crédits supplémentaires d'un montant de **12,532 milliards** francs.

S'agissant des ouvertures de crédits par décrets d'avances, elles ont été adossées sur des annulations de crédits d'égale montant pour préserver l'équilibre budgétaire.

Concernant les reports des crédits de paiement de la gestion 2010 sur la gestion 2011, des crédits d'un montant de 21,34 milliards de francs ont été positionnés, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique sus mentionnée.

Les prévisions, modifications et résultats par titre sont globalement présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 4: Récapitulatif des crédits de la gestion et réalisations

En FCFA									
Rubriques	LFI	LFR1	LFR2	Modifications	Ouverture/annulations de crédits	Report de crédits	Total crédits	Ordonnancement	Disponibles/ Dépassement
TITRE I - DETTE PULIQUE	254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	0	0	0	362 945 000 000	281 008 792 265	81 936 207 735
TITRE II - DEPENSES DE PERSONNEL	416 000 000 000	416 000 000 000	416 000 000 000	0	0	0	416 000 000 000	422 856 341 616	-6 856 341 616
TITRE III - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	349 827 514 500	318 708 014 500	301 382 592 686	-1 159 840 000	1 366 495 000	0	301 589 247 686	286 568 536 479	15 020 711 207
TITRE IV - AUTRES TRANSFERTS COURANTS	238 362 485 500	309 490 985 500	315 816 407 314	1 159 840 000	2 435 460 417	0	319 411 707 731	319 668 013 994	-256 306 263
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES	1 258 920 000 000	1 402 789 000 000	1 396 144 000 000	0	3 801 955 417	0	1 399 945 955 417	1 310 101 684 354	89 844 271 063
SUBVENTIONS AUX CST	6 000 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000				6 000 000 000	6 000 000 000	0
TOTAL DEP ORDINAIRES HORS SUBVENT.	1 252 920 000 000	1 396 789 000 000	1 390 144 000 000	0	3 801 955 417	0	1 393 945 955 417	1 304 101 684 354	89 844 271 063
TOTAL DEP ORDINAIRES HORS DETTE PUB.	1 004 190 000 000	1 044 199 000 000	1 033 199 000 000	0	3 801 955 417	0	1 037 000 955 417	1 029 092 892 089	7 908 063 328
TITRE V INVESTISSEMENT EXECUTE PAR L'ETAT	150 635 200 000	136 325 256 575	134 858 275 983	0	3 136 744 063	20 765 500 000	158 760 520 046	125 985 881 505	32 774 638 541
TITRE IV TRANSFERT EN CAPITAL	367 064 800 000	437 865 743 425	373 241 743 538	0	5 593 255 937	575 000 000	379 409 999 475	381 748 923 070	-2 338 923 595
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE	281 000 000 000	281 000 000 000	267 500 000 000	0	0	0	267 500 000 000	276 573 394 459	-9 073 394 459
TOTAL INVESTISSEMENT	798 700 000 000	855 191 000 000	775 600 019 521	0	8 730 000 000	21 340 500 000	805 670 519 521	784 308 199 034	21 362 320 487
TOTAL BUDGET GENERAL	2 057 620 000 000	2 257 980 000 000	2 171 744 019 521	0	12 531 955 417	21 340 500 000	2 205 616 474 938	2 094 409 883 388	111 206 591 550

III. ANALYSE DE L'EXECUTION

A. LE BUDGET GENERAL

Le budget général a été exécuté, en recettes à la somme de **2 249,19 milliards FCFA** et en dépenses à la somme de **2 094,41 milliards FCFA** ; il laisse apparaître un solde d'exécution positif de **154,78 milliards FCFA**.

- **Les recettes du budget général**

Sur des prévisions de **2 124,53 milliards** les recettes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **2 249,19 milliards** soit un taux de réalisation de **105,9%**. En tenant compte uniquement des ressources dont le trésor est comptable assignataire, le taux d'exécution des recettes se situe alors à **106,2%**.

- **Les dépenses totales du budget général**

Prévues pour un montant de **2 171,74 milliards FCFA** par la deuxième loi de finances rectificative pour 2011, les crédits du budget général ont été portés à **2 205,62 milliards FCFA** par les reports de crédits d'investissement d'un montant de **21,34 milliards** et les ouvertures de crédits d'un montant de **12,53 milliards FCFA**. Ils ont été exécutés pour un montant de **2 094,41 milliards FCFA**.

En glissement annuel, les dépenses globales du Budget général ont connu une hausse de **212,88 milliards FCFA**, soit **11%**.

S'agissant des ouvertures de crédits faites par décrets d'avances dans le budget général, il faut rappeler que certains décrets ont été ratifiés dans la LFR1 de 2011, la LFR2 de 2011 et la LFR1 de 2012.

Il s'agit pour la LFR1 2011 :

- des décrets d'avances n° 2011-257 du 21 février 2011, n° 2011-258 du 21 février 2011, n° 2011-259 du 21 février 2011, n° 2011-420 du 29 mars 2011, n° 2011-531 du 26 avril 2011, n° 2011-639 du 20 mai 2011 ;

pour la LFR2 de 2011 :

- des décrets d'avances n°2011- 72 du 17 janvier 2011, 2011- 873 du 23 juin 2011, 2011- 1032 du 25 juillet 2011, 2011- 1136 du 8 août 2011, 2011- 1139 du 10 août 2011, 2011- 1225 du 23 août 2011 ; 2011- 1397 du 1^{er} septembre 2011, 2011- 1690 du 05 octobre 2011, 2011- 1753 du 26 octobre 2011, 2011- 1797 du 2 novembre 2011, 2011- 1820 du 10 novembre 2011, 2011- 1848 du 14 novembre 2011, 2011- 1856 du 16 novembre 2011, 2011- 1857 du 16 novembre 2011, 2011- 1864 du 18 novembre 2011.

pour la LFR1 de 2012 :

- du décret n°2011- 1873 du 18 novembre 2011

Dans ce présent projet de loi de règlement, il est proposé la ratification des décrets d'avance n° 2011-1871 du 18 novembre 2011 et le décret n° 2011-2049 du 26 décembre 2011 non encore approuvés dans une loi finances.

1- Les recettes :

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1 299,425 milliards FCFA** sur des prévisions d'un montant de **1 299,2 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de plus de **100 %** avec des plus-values de **225 millions FCFA**. Par rapport à la gestion 2010, une

progression de **156,006 milliards** en valeur absolue et soit **14%** en valeur relative est constatée.

Les réalisations en impôts directs sont de l'ordre de **381,407 milliards** sur une prévision de **367,8 milliards**, soit un taux de recouvrement de **104 %**. Par rapport à la gestion 2010, ces recettes ont connu une hausse de **70,148 milliards**. Cette performance est imputable pour l'essentiel à l'impôt sur les salaires et autres rémunérations qui passe de 173,012 milliards en 2010 à 217,284 milliards de francs en 2011 soit une augmentation en valeur relative de 25% et l'impôt sur les bénéfices et gains en capital qui a enregistré **139,631 milliards** de francs contre **110,048 milliards** de francs en 2010 soit une hausse 29,58 milliards de francs.

Le recouvrement des impôts indirects s'élève à **918,017 milliards** sur une prévision de **931,400 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **99%**. Les moins values de recettes d'un montant de 13,383 milliards de francs sont imputables aux droits d'enregistrement et de timbre (4,805 milliards de francs), aux autres recettes fiscales (4,24 milliards de francs), aux impôts et taxes sur biens et services (3,328 milliards de francs) et aux droits et taxes à l'importation (1,010 milliards de francs).

Cependant, en glissement annuel, il est relevé une augmentation de **85,858 milliards** en valeur absolue par rapport à 2011 et de **10%** en valeur relative.

Le niveau de recouvrement des recettes non fiscales pour la gestion 2011 est de **37,10 milliards FCFA** sur une prévision de **44,80 milliards**, soit une moins-value de **7,70 milliards** en valeur absolue et un taux de réalisation de **83%**. Ces contre-performances sont imputables pour l'essentiel aux autres recettes non fiscales et aux revenus de l'entreprise et du domaine. Ces baisses de recettes ont été atténuées par les plus values réalisées au niveau des produits financiers, des droits et frais administratifs et des amendes et condamnations pécuniaires.

Tableau 5: Situation des prévisions et des réalisations de recettes

En millions de FCFA

Nature Rec	Réalisation2 010	Prévision 2011	Réalisation2 011	Taux de réalisation	Ecart Réali/Prév	Ecart réel 11/10	Ecart %
Impôts directs	311 259	367 800	381 407	103,7%	13 607	70 148	23%
Impôts indirects	832 159	931 400	918 017	98,6%	-13 383	85 858	10%
Impôts et taxes sur les biens et services	613 105	661 200	657 872	99,5%	-3 328	44 768	7%
Drts enreg.Timbre	23 290	32 100	27 295	85,0%	-4 805	4 004	17%
Droits et taxes imp	183 327	204 600	203 590	99,5%	-1 010	20 263	11%
Autres rec fisc	12 437	33 500	29 260	87,3%	-4 240	16 822	135%
Recettes Fiscales	1 143 419	1 299 200	1 299 425	100,0%	225	156 006	14%
Rev entr et du dom	12 290	16 400	10 591	64,6%	-5 809	-1 700	-14%
Drt frais adm	675	100	750	749,7%	650	75	11%
Amendes et condamn pec	199	100	249	249,3%	149	51	25%
Prod financiers	19 329	20 000	24 349	121,7%	4 349	5 020	26%
Autres recettes non fiscales	859	8 200	1 162	14,2%	-7 038	303	35%
Recettes non Fiscales	33 352	44 800	37 100	82,8%	-7 700	3 749	11%
Tot recettes fiscales et non fiscales	1 176 770	1 344 000	1 336 525	99,4%	-7 475	159 755	14%
Recettes exceptionnelles	98 058	62 000	84 058	135,6%	22 058	-14 000	-14%
Remboursement prêt rétrocédé	3 364	3 000	1 159	38,6%	-1 841	-2 205	-66%
Emprunts programme	29 714	39 300	18 624	47,4%	-20 676	-11 090	-37%
Dons budgétaires	11 944	37 300	37 805	101,4%	505	25 861	217%
Autres emprunts	108 227	371 434	494 446	133,1%	123 012	386 219	357%
Recettes externes	292 065	267 500	276 573	103,4%	9 073	-15 492	-5%
Total Recettes L.G	1 720 143	2 124 534	2 249 191	107,9%	124 657	529 048	31%
Total Recettes internes	1 428 078	1 857 034	1 972 617	106,2%	115 583	544 540	38,1%

B. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ce présent projet de loi de règlement arrête les résultats des différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor, analyse les réalisations par rapport aux prévisions et donne les soldes des comptes qui doivent être reportés sur la gestion 2012 et ceux qui sont imputés aux résultats de l'année.

Le tableau ci-après donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 8: SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En FCFA

LIBELLES	Réalizations 2010		Réalizations 2011		Ecart	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale	59 081 057 866	58 648 472 389	60 146 587 450	60 042 829 951	1 065 529 584	-1 394 357 562
Comptes de commerce	20 384 121	36 570 334	16 942 000	0	-3 442 121	36 570 334
Comptes de prêts	9 843 868 215	14 255 652 018	11 086 213 689	11 460 090 230	1 242 345 474	2 795 561 788
Comptes d'avances	8 061 543 707	8 720 702 624	9 175 654 037	9 379 214 360	1 114 110 330	-658 511 736
Total général	77 006 853 909	81 661 397 365	80 425 397 176	80 882 134 541	3 418 543 267	779 262 824

L'annexe III du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor.

C. PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

Le projet de loi de règlement constate les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie. Le résultat de ces opérations non budgétaires, est pris en compte dans la détermination du compte de résultat de la gestion 2011 conformément à l'article 36 de la loi organique relative aux lois de finances.

Une perte nette de **13 855 531 FCFA** a été constatée dans la gestion des opérations de trésorerie pour la gestion 2011.

IV. Affectation des résultats et transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année 2011 comme suit :

Le budget général :

- Un excédent de recettes sur les dépenses de **154 780 741 871 FCFA**.

Les comptes spéciaux du Trésor :

- Un profit constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés de **795.486.897 FCFA**.

Les opérations de trésorerie :

- La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2011 s'élèvent à **13 855 531 FCFA**.

En application des dispositions de l'article 36, alinéa 3 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

- de l'excédent de recettes sur les dépenses du budget général de la gestion 2011 soit un montant de **154 780 741 871 FCFA**, en augmentation du crédit ;
- du profit de **795.486.897 FCFA** constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion 2012, en augmentation du crédit;
- de la perte de **13 855 531 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, en augmentation du débit.

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2011.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2011

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2011. Il présente, sous forme synthétique, les résultats de l'exécution du budget général conformément à la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001, relative aux lois de finances qui dispose en son article 36 " le projet annuel de loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année".

Il détermine également le résultat des opérations des comptes spéciaux du Trésor.

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **154 780 741 871 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **-456 737 365 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution budgétaire positif de **154 324 004 506 FCFA**.

Texte de l'article

Les résultats définitifs des lois de finances de l'année 2011 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

Tableau 9: Situation d'exécution du budget

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes	1 972 617 230 800	Dépenses /ressources internes	1 817 836 488 929	
recettes fiscales	1 299 424 725 562	Titre 1: dette publique	281 008 792 265	
recettes non fiscales	37 100 258 305	Titre 2: Personnel	422 856 341 616	
Recettes exceptionnelles	84 057 928 140	Titre 3: Fonctionnement	286 568 536 479	
Remboursement prêts rétrocédés	1 158 815 884	Titre 4: Autres transferts courants	319 668 013 994	
Dons budgétaires	37 805 327 292	Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	125 985 881 505	
emprunts intérieurs	494 446 436 616	Titre6: transfert en capital	381 748 923 070	
Emprunts programmes	18 623 739 001			
Total recettes hors dons	1 934 811 903 508			
Total recettes hors dons et emprunts	1 440 365 466 892			
A2 Recettes externes	276 573 394 459	Dépenses /ressources externes	276 573 394 459	
Dons projets et legs	101 080 463 046	Investissement non assignés au Trésor	276 573 394 459	
Tirages sur emprunts projets	175 492 931 413			
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	2 249 190 625 259	Total dépenses	2 094 409 883 388	154 780 741 871
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	80 425 397 176	DEPENSES	80 882 134 541	-456 737 365
TOTAL GENERAL RECETTES	2 329 616 022 435	TOTAL GENERAL DEPENSES	2 175 292 017 929	154 324 004 506

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des recettes du budget général pour 2011 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001, relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **2 249 190 625 259 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures pour lesquelles le Trésor n'est pas comptable assignataire qui s'élèvent à **276 573 394 459 FCFA**.

Texte de l'article :

Les recettes du budget général pour la gestion 2011 sont arrêtées à **2 249 190 625 259 FCFA**.

I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant des dépenses ordonnancées au titre du budget général pour la gestion 2011 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001, relative aux lois de finances. Il s'établit à **2 094 409 883 388 FCFA**.

Texte de l'article :

Le montant des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2011 est arrêté à **2 094 409 883 388 FCFA**.

I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 4

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2011 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001, relatives aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **80 425 397 176 FCFA**.

Texte de l'article :

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **80 425 397 176 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Tableau 10: Recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2011

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	Recettes encaissées	En FCFA
Comptes d'affectation spéciale		60 146 587 450
Comptes de Commerce		16 942 000
Comptes de prêts		11 086 213 689
Comptes d'avances		9 175 654 037
Comptes de garanties		0
TOTAUX		80 425 397 176

I.4 Constatation des montants des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 5

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2011 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001, relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

Le montant des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **80.882.134.541 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

Tableau 11: Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2011

En FCFA

CATEGORIE DE COMPTES SPECIAUX	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	60 042 829 951
Comptes de Commerce	0
Comptes de prêts	11 460 090 230
Comptes d'avances	9 379 214 360
Comptes de garanties	0
TOTAUX	80 882 134 541

II. RATIFICATION DES OUVERTURES DE CREDITS PAR DECRETS D'AVANCES

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de ratifier les ouvertures de crédits par décrets d'avance prévues par les articles 12 et 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, qui n'ont pas encore fait l'objet d'approbation par le Parlement. Il s'agit:

- du décret n° 2011-1871 du 18 novembre 2011 pour un montant de 50 000 000 FCFA ;
- du décret d'avance n° 2049 du 26 décembre 2011 pour un montant de 15.500.000.000 FCFA.

ARTICLE 6

Texte de l'article :

« Il est ratifié, les crédits ouverts par les décrets n° 2011-1871 du 18 novembre 2011 et n° 2011-2049 du 26 décembre 2011 portant ouverture de crédits à titre d'avance pour la gestion 2011. »

III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET GENERAL

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des lois de finances de la gestion 2011 ainsi que les ajustements à réaliser.

Tableau 12: Ecarts constatés et ajustements effectués

En FCFA

Rubriques	Crédits de la gestion	Réalisations	Ecart	Crédits non consommés	Ouverture de crédits complémentaires
TITRES					
Titre1 Dette publique	362 945 000 000	281 008 792 265	81 936 207 735	81 936 207 735	
Titre 2 Personnel	416 000 000 000	422 856 341 616	-6 856 341 616	41 966 780 706	48 823 122 322
Titre 3 Fonctionnement	301 589 247 686	286 568 536 479	15 020 711 207	20 057 443 058	5 036 731 851
Titre 4 Transferts courants	319 411 707 731	319 668 013 994	-256 306 263	217 998 477	474 304 740
Titre 5 Dépenses en capital	158 760 520 046	125 985 881 505	32 774 638 541	44 930 915 233	12 156 276 692
Titre 6: Transfert en capital	379 409 999 475	381 748 923 070	-2 338 923 595	5 063 228 769	7 402 152 364
TOTAL	1 938 116 474 938	1 817 836 488 929	120 279 986 009	194 172 573 978	73 892 587 969

III.1 : Ouverture de crédits complémentaires**ARTICLE 7****EXPOSE DES MOTIFS :**

Le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur la gestion 2011 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Le montant total des dépassements par titre s'élève à **73 892 587 969 FCFA**. Il est sollicité du Parlement l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

Les détails des dépassements par sections et par titre sont donnés dans l'**annexe IV**.

Texte de l'article :

*« Il est ouvert, au titre de la gestion 2011, des crédits complémentaires d'un montant de **73 892 587 969 FCFA** ainsi répartis :*

Tableau 13: Ouverture des crédits complémentaires du budget général

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre 2 Personnel	48 823 122 322
Titre 3 Fonctionnement	5 036 731 851
Titre 4 Transferts courants	474 304 740
Titre 5 Dépenses en capital	12 156 276 692
Titre 6: Transferts en capital	7 402 152 364
Total crédits à ouvrir	73 892 587 969

III.2 Annulation de crédits**ARTICLE 8****EXPOSE DES MOTIFS :**

Le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2011 et non reportés sur la gestion 2012 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **194 172 573 978 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **168 781 088 357 FCFA** n'est pas reporté sur la gestion suivante. Il est sollicité du Parlement leur annulation dans le cadre de ce présent projet de loi.

Texte de l'article :

*« Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2012 d'un montant total de **168 781 088 357 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2011 conformément au détail ci-après :*

Tableau 14: Annulation de crédits non consommés par titre

En FCFA

TITRES	Crédits non consommés	Crédits reportés sur 2012	Crédits à annuler
Titre1 dette publique	81 936 207 735		81 936 207 735
Titre 2 personnel	41 966 780 706		41 966 780 706
Titre 3 Fonctionnement	20 057 443 058		20 057 443 058
Titre 4 Transfert courant	217 998 477		217 998 477
Titre 5 Dépenses en capital	44 930 915 233	24 770 351 256	20 160 563 977
Titre 6: Transfert en capital	5 063 228 769	621 134 365	4 442 094 404
TOTAL	194 172 573 978	25 391 485 621	168 781 088 357

IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST

ARTICLE 9

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2011 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Texte de l'article :

Les crédits non consommés d'un montant de **7 607 030 285 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée (cf. tableau16).

Il est ouvert, au titre de la gestion 2011, des crédits complémentaires d'un montant de **14 573 164 826 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau 15: Ajustement des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	56 166 000 000	60 042 829 951	5 193 950 466	1 317 120 515
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	16 800 000 000	11 460 090 230	0	5 339 909 770
Comptes d'avances	800 000 000	9 379 214 360	9 379 214 360	800 000 000
Comptes de garantie et d'aval	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	73 916 000 000	80 882 134 541	14 573 164 826	7 607 030 285

V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2011**ARTICLE 10**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le compte de résultat de la gestion 2011, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles précédents et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée qui en donne la composition.

Texte de l'article :

« Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2011 se présente conformément au tableau qui suit:

Budget Général	
Recettes	2 249 190 625 259
Dépenses	2 094 409 883 388
Excédents des recettes sur les dépenses	154 780 741 871
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	795 486 897
Pertes	-
Profits nets	795 486 897
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Crédits	-
Débits	13 855 531
Perte nette	- 13 855 531
Total	155 562 373 237

V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2011**ARTICLE 11**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le résultat du budget général de la gestion 2011, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 2 et 3 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes I et II** à la présente loi.

Texte de l'article :

« Le résultat du budget général pour l'année 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 249 190 625 259 FCFA
- dépenses : 2 094 409 883 388 FCFA
- **excédent des recettes sur les dépenses : 154 780 741 871 FCFA. »**

V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**ARTICLE 12**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le résultat des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2011, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 4 et 5 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

« Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits : 795 486 897 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 795 486 897 FCFA.**

L'origine des profits sur les comptes spéciaux du Trésor est donnée au tableau en **annexe III** de la présente loi. »

V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**ARTICLE 13**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2011 conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

« La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie est arrêtée au 31 décembre 2011 à la somme de **13 855 531 FCFA** détaillée dans le tableau ci-après :

Tableau 16: Compte de résultat de la gestion 2011

N° Compte	Intitulés	Débets	Crédits	Pertes
470,191,1	Remises débiteurs de timbres	13 855 531	0	13 855 531
Totaux		13 855 531	0	13 855 531

VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2011 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**ARTICLE 14**

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique N°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances,

Texte de l'article :

- Le solde créditeur du budget général d'un montant de : **154 780 741 871 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2012, d'un montant cumulé de **795 486 897 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- La perte nette d'un montant de **13 855 531 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor. »

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLÉE NATIONALE

XII^{ÈME} LEGISLATURE

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2013-2014

RAPPORT

FAIT AU NOM DE

**LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE,
DES FINANCES, DU PLAN ET DE LA
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE**

SUR

**LE PROJET DE LOI NO 17/2013 PORTANT LOI
DE RÈGLEMENT POUR L'ANNÉE 2011**

PAR

M. PAPA ABDOU KHADIR MBODJI

RAPPORTEUR GENERAL

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Chers Collègues,

La Commission de l'Economie générale des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le vendredi 14 février 2014, sous la présidence de Monsieur Babacar DIAME, Président de ladite Commission, à l'effet d'examiner le projet de loi n°17/2013 portant loi de règlement pour la gestion 2011.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Mouhamadou Makhtar CISSE, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, entouré de ses principaux collaborateurs.

En ouvrant la séance, Monsieur le Président a souhaité la bienvenue à Monsieur le Ministre et l'a félicité pour sa disponibilité. Il l'a ensuite invité à présenter le projet de loi.

Prenant la parole, Monsieur le Ministre a présenté le projet de loi, en axant ses propos sur le contexte de l'exécution du budget 2011 et sur les résultats.

Monsieur le Ministre a indiqué que le projet de loi de règlement rend compte de l'exécution des lois de finances initiales et rectificatives de la gestion 2011 dont il a rappelé les grandes orientations.

Cette gestion a été marquée, au plan international, par un ralentissement de la croissance après un mouvement de reprise généralisée en 2010. Cette décélération découlerait de la conjonction de plusieurs facteurs défavorables, notamment celui de la dette souveraine des pays européens.

Au plan interne, notre économie a également connu un ralentissement après le redressement entamé en 2010. Cette baisse est consécutive aux délestages électriques et aux mauvais résultats de la campagne agricole imputable à la faible pluviométrie.

Monsieur le Ministre a, toutefois, souligné que l'exécution budgétaire a été marquée par une mobilisation satisfaisante des ressources qui a permis de couvrir entièrement les dépenses du budget général de la gestion 2011.

La poursuite des réformes entreprises dans les régies de recettes est à la base de cette amélioration du recouvrement. Parmi celles-ci, on peut noter :

- L'exécution du plan d'action du comité de suivi des recettes du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- la Poursuite du transfert du recouvrement des impôts directs ;
- la dématérialisation en cours des procédures administratives et douanières par la généralisation du système GAINDE 2010 ;
- la création de la Direction de la dette à la Direction générale de la Comptabilité et du Trésor.

D'autres mesures de rationalisation de la dépense publique ont contribué aussi à l'amélioration du recouvrement.

Au total, les recettes du budget général ont été recouvrées en 2011 pour un montant total de **2249,19 milliards FCFA** contre **1720,14 milliards FCFA** en 2010, soit une augmentation de **529,05 milliards FCFA** en valeur absolue et de **30%** en valeur relative.

Ces recettes sont essentiellement composées :

- de recettes fiscales et non fiscales pour **1336,52 milliards FCFA** ;
- de dons budgétaires pour **37,80 milliards FCFA** ;
- d'emprunts obligataires de **494,45 milliards FCFA** ;
- des tirages des projets d'un montant de **276,53 milliards FCFA** financés sur ressources extérieures et dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Les dépenses budgétaires ont été exécutées pour un montant de **2094,41 milliards FCFA** en 2011, contre **1881,53 milliards FCFA** pour la gestion précédente, soit une hausse de **212,88 milliards FCFA** en valeur absolue et de **11%** en valeur relative.

Cette hausse est imputable à la dette publique qui a progressé de **49,1%** en glissement annuel, des transferts courants de **31,9%** et des dépenses d'investissement sur ressources internes de **16,4%**.

Il convient de noter que, en 2011, il y a eu un repli des dépenses d'investissement sur ressources extérieures de **5,3%** et des dépenses de fonctionnement de **13,2%**.

S'agissant des comptes spéciaux du Trésor, les recettes ont été recouvrées à hauteur de **80,42 milliards FCFA**. En glissement annuel, il y a lieu de noter une amélioration des recouvrements de recettes de **22%** et une hausse des dépenses de **23%**.

En ce qui concerne les indications de la gestion budgétaire, Monsieur le Ministre a informé vos Commissaires que le taux de pression fiscale est passé à **19%**, dépassant de deux (02) points le seuil communautaire fixé à **17%**.

Le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales est situé à **33%**, en dessous du seuil communautaire de **35%**.

Le ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales s'est situé à **39%** nettement au-dessus du seuil communautaire fixé à **20%**.

Au total, l'exécution du budget 2011 se présente ainsi qu'il suit :

Budget General

- Exécution des recettes : **2249,14 milliards FCFA**
- Exécution des dépenses : **2094,41 milliards FCFA**
- Solde d'exécution positif : **154,78 milliards FCFA**

Recettes fiscales

- Prévisions : **1299,2 milliards FCFA**
- Réalisations : **1299,425 milliards FCFA**
- Taux de recouvrement : plus de **100%** avec une plus-value de **225 millions FCFA**

Recettes non fiscales

- Prévisions : **44,800 milliards FCFA**
- Recouvrements : **37,100 milliards FCFA**, soit une moins-value de **7,7 milliards FCFA**

Recettes exceptionnelles

- Prévisions : **62 milliards FCFA**
- Recouvrements : **84,058 milliards FCFA**, soit une plus-value de **22,058 milliards FCFA**

Taux de réalisation des emprunts extérieurs

- Prévisions : **39,3 milliards FCFA**
- Réalisations : **18,624 milliards CFA**
- Ecart négatif : **20,676 milliards FCFA**

Dépenses ordinaires

- Réalisations : **1310,102 milliards**
- Taux de réalisations : **93,6%**
- Progression par rapport à 2010 : **156,965 milliards FCFA**

Dépenses d'investissement

- Réalisations : **507,735 milliards FCFA**
- Taux de réalisations : **94,3%**
- Variation en hausse par rapport à 2010 : **71,411 milliards FCFA**

Comptes spéciaux du Trésor

- Exécution en recettes : **80,425 milliards FCFA**
- Exécution en dépenses : **80,882 milliards FCFA**

- Solde positif d'exécution : **795 486 897 FCFA**

Operations de Trésorerie

La gestion des opérations de trésorerie a enregistré au 31 décembre 2011 une perte de **13 855 531 FCFA**.

En application des dispositions de la loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi de règlements propose le transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

- du solde créditeur d'un montant de **154 780 741 871 FCFA** en augmentation du crédit ;
- des soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion d'un montant cumulé de **795 486 897 FCFA**
- de la perte d'un montant de **13 855 531 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie.

A la suite de cette représentation, Monsieur le Ministre a sollicité, au nom du Gouvernement, l'approbation de la gestion 2011 par l'Assemblée nationale.

Monsieur le Président de la Commission a chaleureusement félicité Monsieur le Ministre pour son intervention au forum international. Il a vanté la capacité de travail du Ministre et de ses collaborateurs qui œuvrent inlassablement pour éviter à notre pays les grands déséquilibres budgétaires des années précédentes.

A la suite de Monsieur le Président de la Commission, vos Commissaires se sont également réjouis de ce discours et se sont joints aux félicitations de leur Président à l'endroit des fonctionnaires du ministère qui s'activent pour une saine gestion de nos finances publiques. Ils se sont félicités du précieux concours de la Cour des Comptes qui a contribué à résorber le déficit dans la production des lois de règlements, conformément aux directives de l'UEMOA.

Ainsi, le Sénégal se retrouve à la première place des pays de l'UEMOA dont certains ont eu recours à une loi d'amnistie pour la reddition des comptes.

A cet effet, vos Commissaires ont tenu à saluer le travail accompli par la 11^e législature qui avait adopté la loi initiale et les deux lois rectificatives de 2011, ainsi que les précédentes lois de règlement.

Ils ont également félicité le Gouvernement d'avoir été en phase avec toutes les directives de l'UEMOA.

Vos Commissaires ont surtout insisté sur le renforcement des capacités des honorables députés pour leur permettre de mieux comprendre le sens de la loi de règlement. Aussi ont-ils préconisé l'organisation de séminaires avec le Ministère des Finances et la Cour des Comptes pour une mise à niveau de l'ensemble des députés.

Ils ont enfin suggéré, avant adoption de tout projet de loi de finances initiale, que les députés disposent du projet de loi de règlement de l'année précédente.

Reprenant la parole, Monsieur le Ministre s'est réjoui du climat apaisé dans lequel s'est préparé ce projet de loi de règlement.

Monsieur le Ministre a pris l'engagement, avant de passer aux réformes sur le nouveau cadre budgétaire, de déposer en même temps que la loi des finances initiale la loi de règlement de l'année d'avant.

Satisfaits des réponses de Monsieur le Ministre, vos Commissaires ont adopté, à la majorité, le projet de loi n°17/2013 portant loi de règlement pour l'année 2011. Ils vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

132829

ASSEMBLEE NATIONALE

XII^{ÈME} LÉGISLATURE

N° 10/2014

Loi portant loi de règlement pour l'année 2011

=====

L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté,
en sa séance du mardi 18 février 2014, la loi dont la teneur
suit :

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2011.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2011

Les résultats définitifs des lois de finances pour l'année 2011 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes internes	1 972 617 230 800	Dépenses /ressources internes	1 817 836 488 929	
recettes fiscales	1 299 424 725 562	Titre 1: dette publique	281 008 792 265	
recettes non fiscales	37 100 258 305	Titre 2: Personnel	422 856 341 616	
Recettes exceptionnelles	84 057 928 140	Titre 3: Fonctionnement	286 568 536 479	
Remboursement prêts rétrocédés	1 158 815 884	Titre 4: Autres transferts courants	319 668 013 994	
Dons budgétaires	37 805 327 292	Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	125 985 881 505	
emprunts intérieurs	494 446 436 616	Titre6: transfert en capital	381 748 923 070	
Emprunts programmes	18 623 739 001			
Total recettes hors dons	1 934 811 903 508			
Total recettes hors dons et emprunts	1 440 365 466 892			
A2 Recettes externes	276 573 394 459	Dépenses /ressources externes	276 573 394 459	
Dons projets et legs	101 080 463 046	Investissement non assignés au Trésor	276 573 394 459	
Tirages sur emprunts projets	175 492 931 413			
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	2 249 190 625 259	Total dépenses	2 094 409 883 388	154 780 741 871
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	80 425 397 176	DEPENSES	80 882 134 541	-456 737 365
TOTAL GENERAL RECETTES	2 329 616 022 435	TOTAL GENERAL DEPENSES	2 175 292 017 929	154 324 004 506

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

Les recettes du budget général pour la gestion 2011 sont arrêtées à **2 249 190 625 259 FCFA**.

I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

Texte de l'article :

Le montant des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2011 est arrêté à **2 094 409 883 388 FCFA**.

I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

III. 2 : Annulation de crédits**ARTICLE 8**

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2012 d'un montant total de **168 781 088 357 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2011 conformément au détail ci-après :

En FCFA

TITRES	Crédits non consommés	Crédits reportés sur 2012	Crédits à annuler
Titre1 dette publique	81 936 207 735		81 936 207 735
Titre 2 personnel	41 966 780 706		41 966 780 706
Titre 3 Fonctionnement	20 057 443 058		20 057 443 058
Titre 4 Transfert courant	217 998 477		217 998 477
Titre 5 Dépenses en capital	44 930 915 233	24 770 351 256	20 160 563 977
Titre 6: Transfert en capital	5 063 228 769	621 134 365	4 442 094 404
TOTAL	194 172 573 978	25 391 485 621	168 781 088 357

IV. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST**ARTICLE 9**

Les crédits non consommés d'un montant de **7 607 030 285 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2011, des crédits complémentaires d'un montant de **14 573 164 826 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

En FCFA

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	56 166 000 000	60 042 829 951	5 193 950 466	1 317 120 515
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	16 800 000 000	11 460 090 230	0	5 339 909 770
Comptes d'avances	800 000 000	9 379 214 360	9 379 214 360	800 000 000
Comptes de garantie et d'aval	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	73 916 000 000	80 882 134 541	14 573 164 826	7 607 030 285

V. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2011**ARTICLE 10**

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2011 se présente conformément au tableau qui suit:

Budget Général	
Recettes	2 249 190 625 259
Dépenses	2 094 409 883 388
Excédents des recettes sur les dépenses	154 780 741 871
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	795 486 897
Pertes	-
Profits nets	795 486 897
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Crédits	-
Débets	13 855 531
Perte nette	- 13 855 531
Total	155 562 373 237

V.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2011**ARTICLE 11**

Le résultat du budget général pour l'année 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 249 190 625 259 FCFA
- dépenses : 2 094 409 883 388 FCFA
- **excédent des recettes sur les dépenses : 154 780 741 871 FCFA.**

V.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**ARTICLE 12**

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2011 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits : 795 486 897 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 795 486 897 FCFA.**

V.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE**ARTICLE 13**

La perte nette résultant de la gestion des opérations de trésorerie est arrêtée au 31 décembre 2011 à la somme de **13 855 531 FCFA** détaillée dans le tableau ci-après :

En FCFA

N° Compte	Intitulés	Débets	Crédits	Pertes
470,191,1	Remises débiteurs de timbres	13 855 531	0	13 855 531
Totaux		13 855 531	0	13 855 531

VI. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2011 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR**ARTICLE 14**

- Le solde créditeur du budget général d'un montant de : **154 780 741 871 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2012, d'un montant cumulé de **795 486 897 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- La perte nette d'un montant de **13 855 531 FCFA** résultant de la gestion des opérations de trésorerie, est transférée en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

Dakar, le 18 février 2014

Le Président de séance



Moustapha NIASSE

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE 1

SITUATION DE L'EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES 2011

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Loi de finances rectificative 2	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	139 000 000 000	139 000 000 000	121 400 000 000	121 400 000 000	139 631 202 492
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	206 500 000 000	206 500 000 000	223 700 000 000	223 700 000 000	217 283 975 962
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	345 500 000 000	345 500 000 000	345 100 000 000	345 100 000 000	356 915 178 454
713 impôts sur le patrimoine	23 300 000 000	23 300 000 000	22 300 000 000	22 300 000 000	23 843 753 387
714 Autres impôts directs	400 000 000	400 000 000	400 000 000	400 000 000	648 542 948
TOTAL impôts directs (711+712+ 713+ 714)	369 200 000 000	369 200 000 000	367 800 000 000	367 800 000 000	381 407 474 789
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	672 500 000 000	691 300 000 000	661 200 000 000	661 200 000 000	657 872 487 040
716 Droits de timbre et d'enregistrement	30 800 000 000	30 800 000 000	32 100 000 000	32 100 000 000	27 294 660 468
717 Droits et taxes à l'importation	189 200 000 000	189 200 000 000	204 600 000 000	204 600 000 000	203 590 298 460
719 Autres recettes fiscales	37 700 000 000	37 700 000 000	33 500 000 000	33 500 000 000	29 259 804 805
Total impôts indirects (715+716+717+719)	930 200 000 000	949 000 000 000	931 400 000 000	931 400 000 000	918 017 250 773
071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)	1 299 400 000 000	1 318 200 000 000	1 299 200 000 000	1 299 200 000 000	1 299 424 725 562
072 RECETTES NON FISCALES					
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 100 000 000	22 100 000 000	16 400 000 000	16 400 000 000	10 590 657 553
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	749 738 455
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	249 253 156
724 Produits financiers	21 500 000 000	20 300 000 000	20 000 000 000	20 000 000 000	24 348 503 262
729 Autres recettes non fiscales	2 200 000 000	2 200 000 000	8 200 000 000	8 200 000 000	1 162 105 879
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	46 000 000 000	44 800 000 000	44 800 000 000	44 800 000 000	37 100 258 305
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 345 400 000 000	1 363 000 000 000	1 344 000 000 000	1 344 000 000 000	1 336 524 983 867
74 Dons budgétaires	29 385 000 000	37 300 000 000	37 300 000 000	37 300 000 000	37 805 327 292
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59 700 000 000	62 000 000 000	62 000 000 000	62 000 000 000	84 057 928 140
17 Autres Emprunts intérieurs	215 890 000 000	378 390 000 000	328 522 122 000	328 522 122 000	450 567 436 616
29 Remboursement Prêts rétrocédés	2 700 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	1 158 815 884
14 Emission de bons du Trésor	40 000 000 000	43 880 000 000	42 911 878 000	42 911 878 000	43 879 000 000
16 Emprunt Programme	34 000 000 000	42 200 000 000	39 300 000 000	39 300 000 000	18 623 739 001
Total Autres Recettes (74 - 76- 29 -14 -17)	381 675 000 000	566 770 000 000	513 034 000 000	513 034 000 000	636 092 246 933
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	1 727 075 000 000	1 929 770 000 000	1 857 034 000 000	1 857 034 000 000	1 972 617 230 800
Recettes externes					
12 Dons Projet et leg	125 000 000 000	125 000 000 000	117 000 000 000	117 000 000 000	101 080 463 046
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	156 000 000 000	156 000 000 000	150 500 000 000	150 500 000 000	175 492 931 413
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	281 000 000 000	281 000 000 000	267 500 000 000	267 500 000 000	276 573 394 459
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 008 075 000 000	2 210 770 000 000	2 124 534 000 000	2 124 534 000 000	2 249 190 625 259

ANNEXE 2

SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2011

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transfert s	Ouverture/Annulati on	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
10	Dette Publique	1	254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	-		-	362 945 000 000	281 008 792 265
10	Total Dette Publique		254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	-		-	362 945 000 000	281 008 792 265
21	Présidence de la République	2	4 189 452 080	4 189 452 080	4 087 275 080	-	-	-	4 087 275 080	4 914 403 273
21	Présidence de la République	3	10 065 999 750	12 546 541 385	13 185 383 451	-	30 046 200	-	13 155 337 251	12 678 393 674
21	Présidence de la République	4	14 221 192 500	14 355 532 500	19 408 170 500	-	54 340 000	-	19 462 510 500	19 462 510 500
21	Présidence de la République	5	15 082 875 000	14 542 875 000	14 521 723 152	-	370 000 000	82 121 637	1 006 844 789	1 005 627 266
21	Présidence de la République	6	46 722 000 000	47 842 000 000	48 352 750 000	-	500 000 000	-	48 852 750 000	48 582 750 000
21	Présidence de la République					-	-	-		
21	Total Présidence de la République		90 281 519 330	93 476 400 965	99 555 302 183	-	894 293 800	82 121 637	86 564 717 620	86 643 684 713
22	Assemblée Nationale	2	6 617 315 560	7 827 522 560	7 827 522 560	-		-	7 827 522 560	6 617 315 560
22	Assemblée Nationale	3	4 842 745 000	4 842 745 000	5 542 745 000	-	500 000 000	-	6 042 745 000	5 542 745 000
22	Assemblée Nationale	4	91 161 000	91 161 000	91 161 000	-		-	91 161 000	91 161 000
22	Assemblée Nationale	6	750 000 000	750 000 000	850 000 000	-	-	-	850 000 000	850 000 000
22	Total Assemblée Nationale		12 301 221 560	13 511 428 560	14 311 428 560	-	500 000 000	-	14 811 428 560	13 101 221 560
23	Commission Electorale Nationale Autonome	4	2 300 983 000	2 300 983 000	2 750 983 000	-		-	2 750 983 000	2 750 983 000
23	Total Commission Electorale Nationale Autonome		2 300 983 000	2 300 983 000	2 750 983 000	-	-	-	2 750 983 000	2 750 983 000
24	Conseil Economique et Social	2	1 782 000 000	1 782 000 000	1 782 000 000	-		-	1 782 000 000	3 231 961 217
24	Conseil Economique et Social	3	1 270 224 000	1 270 224 000	1 370 224 000	-	-	-	1 370 224 000	1 370 224 000
24	Conseil Economique et Social	4	47 087 000	47 087 000	47 087 000	-		-	47 087 000	47 087 000
24	Total Conseil Economique et Social		3 099 311 000	3 099 311 000	3 199 311 000	-	-	-	3 199 311 000	4 649 272 217
25	Conseil Constitutionnel	2	146 008 000	146 008 000	146 008 000	-		-	146 008 000	145 535 031
25	Conseil Constitutionnel	3	58 370 000	58 370 000	57 870 000	-		-	57 870 000	57 870 000
25	Total Conseil Constitutionnel		204 378 000	204 378 000	203 878 000	-	-	-	203 878 000	203 405 031
27	Cour Suprême	2	748 683 000	748 683 000	748 683 000	-		-	748 683 000	654 362 884
27	Cour Suprême	3	715 956 000	948 956 000	948 956 000	-		-	948 956 000	948 956 000
27	Cour Suprême	4	1 977 000	1 977 000	-	-		-	-	
27	Cour Suprême	5	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	195 000 000	-	345 000 000	149 994 599
27	Total Cour Suprême		1 616 616 000	1 849 616 000	1 847 639 000	-	195 000 000	-	2 042 639 000	1 753 313 483

Cod	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Credits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
28	Cour des Comptes	2	755 181 560	755 181 560	755 181 560	-	-	-	755 181 560	787 173 529
28	Cour des Comptes	3	243 952 000	243 952 000	208 972 593	-	-	-	208 972 593	198 662 306
28	Cour des Comptes	5	1 125 000 000	125 000 000	46 515 220	-	-	-	3 046 515 220	2 942 937 676
28	Total Cour des Comptes		2 124 133 560	1 124 133 560	1 010 669 373	-	3 000 000 000	3 000 000 000	4 010 669 373	3 928 773 511
29	SENAT	2	3 062 777 000	3 062 777 000	3 062 777 000	-	-	-	3 062 777 000	3 062 777 000
29	SENAT	3	1 302 073 000	1 302 073 000	1 302 072 996	-	-	-	1 302 072 996	1 302 072 996
29	SENAT	4	-	-	-	-	-	-	-	-
29	SENAT	6	-	-	100 000 000	-	-	-	100 000 000	100 000 000
29	Total SENAT		4 364 850 000	4 364 850 000	4 464 849 996	-	-	-	4 464 849 996	4 464 849 996
30	Primaire	1	-	-	-	-	-	-	-	-
30	Primaire	2	1 480 588 940	1 480 588 940	1 480 588 940	-	-	-	1 480 588 940	3 038 242 564
30	Primaire	3	3 335 064 500	3 335 064 500	3 514 611 086	-	3 991 940	-	3 510 619 146	3 416 971 017
30	Primaire	4	4 568 415 000	4 588 415 000	5 005 351 000	-	80 175 000	-	4 925 176 000	4 905 176 000
30	Primaire	5	7 122 000 000	6 947 000 000	6 921 587 729	-	-	-	812 587 729	736 959 583
30	Primaire	6	4 497 000 000	4 597 000 000	5 005 185 000	-	-	-	239 927 830	-
30	Total Primaire		21 003 068 440	20 948 068 440	21 927 323 755	-	2 915 833 060	239 927 830	18 734 156 815	20 158 349 164
31	Ministère des Affaires Etrangères	2	17 164 974 800	17 256 160 800	17 256 160 800	-	-	-	17 256 160 800	11 152 705 348
31	Ministère des Affaires Etrangères	3	12 834 332 000	13 619 332 000	11 333 476 246	28 828 452	-	-	11 362 304 698	3 489 761 552
31	Ministère des Affaires Etrangères	4	5 169 820 000	5 169 820 000	5 519 819 615	-	-	-	5 519 819 615	5 519 348 638
31	Ministère des Affaires Etrangères	5	6 045 000 000	3 671 000 000	3 658 562 000	-	180 000 000	330 000 000	2 163 562 000	7 367 126
31	Ministère des Affaires Etrangères	6	150 000 000	150 000 000	150 000 000	-	-	-	150 000 000	150 000 000
31	Total Ministère des Affaires Etrangères		41 364 126 800	39 866 312 800	37 918 018 661	28 828 452	180 000 000	330 000 000	36 451 847 113	20 319 182 664
32	Ministère des Forces Armées	2	63 681 244 480	63 681 244 480	63 681 244 480	-	-	-	63 681 244 480	69 912 670 435
32	Ministère des Forces Armées	3	20 134 068 000	20 134 068 000	20 126 392 814	70 000 000	196 500 000	-	20 392 892 814	19 731 639 924
32	Ministère des Forces Armées	4	2 249 687 000	2 249 687 000	2 249 687 000	-	-	-	2 249 687 000	2 249 687 000
32	Ministère des Forces Armées	5	10 204 000 000	30 995 000 000	32 493 215 000	-	5 805 000 000	-	38 298 215 000	37 876 807 036
32	Ministère des Forces Armées	6	12 350 000 000	350 000 000	350 000 000	-	580 000 000	-	930 000 000	930 000 000
32	Ministère des Forces Armées		-	-	-	-	-	-	-	-
32	Total Ministère des Forces Armées		108 618 999 480	117 409 999 480	118 900 539 294	70 000 000	6 581 500 000	-	125 552 039 294	130 700 804 395

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulatio n	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
33	Ministère de l'Intérieur	2	23 993 305 500	23 993 305 500	23 449 542 500	-	-	-	23 449 542 500	28 524 523 314
33	Ministère de l'Intérieur	3	8 806 617 750	8 496 617 750	4 796 073 775	-	104 724 875	-	4 900 798 650	9 470 166 025
33	Ministère de l'Intérieur	5	5 715 000 000	4 815 000 000	6 929 419 079	-	400 000 000	-	7 329 419 079	2 116 001 258
33	Ministère de l'Intérieur	6	850 000 000	1 075 000 000	225 000 000	1 500 000 000	-	-	1 725 000 000	1 725 000 000
33	Ministère de l'Intérieur					-	-	-		
33	Total Ministère de l'Intérieur		39 364 923 250	38 379 923 250	35 400 035 354	1 500 000 000	504 724 875	-	37 404 760 229	41 835 690 597
34	Ministère de la Justice	2	16 714 525 480	16 714 525 480	16 714 525 480	-	-	-	16 714 525 480	15 611 084 083
34	Ministère de la Justice	3	4 431 419 250	4 451 419 250	4 706 634 165	-	3 007 458	-	4 703 626 707	4 590 188 149
34	Ministère de la Justice	4	715 862 000	715 862 000	715 862 000	-	20 914 000	-	694 948 000	694 948 000
34	Ministère de la Justice	5	1 150 000 000	1 000 000 000	987 927 919	-	-	2 973 337 365	3 961 265 284	845 633 569
34	Ministère de la Justice	6	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Total Ministère de la Justice		23 011 806 730	22 881 806 730	23 124 949 564	-	23 921 458	2 973 337 365	26 074 365 471	21 741 853 801
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	2	795 160 260	795 160 260	795 160 260	-	-	-	795 160 260	1 777 562 791
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	3	324 051 750	324 051 750	321 618 018	-	-	-	321 618 018	318 973 038
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	4	929 649 000	929 649 000	1 429 649 000	-	-	-	1 429 649 000	1 429 649 000
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi	5	607 000 000	607 000 000	562 882 942	-	-	-	562 882 942	430 818 823
35	Total Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi		2 655 861 010	2 655 861 010	3 109 310 220	-	-	-	3 109 310 220	3 957 003 652
36	Ministère des relations avec les institutions	2	89 059 440	89 059 440	89 059 440	-	-	-	89 059 440	188 243 605
36	Ministère des relations avec les institutions	3	227 553 000	227 553 000	345 084 460	-	-	-	345 084 460	341 065 455
36	Ministère des relations avec les institutions	5	325 000 000	325 000 000	325 000 000	-	-	-	325 000 000	324 581 084
36	Total Ministère des relations avec les institutions		641 612 440	641 612 440	759 143 900	-	-	-	759 143 900	853 890 144
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	2	869 554 200	869 554 200	869 554 200	-	-	-	869 554 200	-
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	3	175 258 000	251 258 000	241 332 260	-	-	-	241 332 260	230 032 170
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	4	218 000 000	218 000 000	218 000 000	-	-	-	218 000 000	218 000 000
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	5	301 000 000	301 000 000	242 959 489	-	-	143 488 000	386 447 489	266 161 388
37	Total Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles		1 563 812 200	1 639 812 200	1 571 845 949	-	-	143 488 000	1 715 333 949	714 193 558

Juillet 2012

Loi de règlement gestion 2011

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
38	Min Genre	2	86 670 000	86 670 000	86 670 000	-		-	86 670 000	-
38	Min Genre	3	118 200 000	56 600 000	56 380 030	-	-	-	56 380 030	67 758 903
38	Min Genre	4	80 153 000	-	-	-		-	-	-
38	Min Genre	5	670 000 000	-	-	- 55 828 160	200 000 000	-	144 171 840	279 118 586
38	Total 38		955 023 000	143 270 000	143 050 030	- 55 828 160	200 000 000	-	287 221 870	346 877 489
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	2	254 135 000	254 135 000	254 135 000	-		-	254 135 000	269 396 552
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	3	194 850 000	299 850 000	271 325 600	-		-	271 325 600	256 624 148
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	4	148 419 750	43 419 750	43 419 750	-		-	43 419 750	43 419 750
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	5	150 000 000	150 000 000	131 762 250	-		-	131 762 250	129 432 868
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	6	300 000 000	300 000 000	300 000 000	-		-	300 000 000	300 000 000
39	Total Ministère des Sénégalais de l'Extérieur		1 047 404 750	1 047 404 750	1 000 642 600	-	-	-	1 000 642 600	998 873 318
40	Ministère de l'Economie Maritime	2	1 316 503 880	1 316 503 880	1 316 503 880	-		-	1 316 503 880	1 263 209 544
40	Ministère de l'Economie Maritime	3	494 406 250	494 406 250	479 887 512	-	- 101 985 500	-	377 902 012	363 044 942
40	Ministère de l'Economie Maritime	4	161 605 000	161 605 000	160 763 000	-		-	160 763 000	160 763 000
40	Ministère de l'Economie Maritime	5	12 388 000 000	11 865 470 000	11 834 217 258	-	- 12 430 471	12 430 471	4 934 217 258	4 881 710 672
40	Ministère de l'Economie Maritime	6	79 000 000	79 000 000	59 000 000	-	-	-	59 000 000	59 000 000
40	Ministère de l'Economie Maritime					-		-		
40	Total Ministère de l'Economie Maritime		14 439 515 130	13 916 985 130	13 850 371 650	-	- 114 415 971	12 430 471	6 848 386 150	6 727 728 158
41	Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.	2	841 235 720	804 384 720	804 384 720	-		-	804 384 720	781 166 626
41	Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.	3	539 332 750	542 748 000	531 353 410	-		-	531 353 410	545 312 315
41	Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.	4	285 771 000	236 771 000	236 771 000	-		-	236 771 000	236 771 000
41	Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.	5	74 734 623 000	70 000 623 000	62 214 955 707		- 95 287 477	175 287 477	3 953 332 707	4 115 795 595
41	Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.	6	171 631 000 000	85 637 530 000	90 527 000 000		- 4 000 000 000	-	86 527 000 000	86 527 000 000
41	Total Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.		248 031 962 470	157 222 056 720	154 314 464 837	-	- 4 095 287 477	175 287 477	92 052 841 837	92 206 045 536
42	Ministère de l'agriculture	2	2 605 696 000	2 605 696 000	2 605 696 000	-	-	-	2 605 696 000	2 970 281 167
42	Ministère de l'agriculture	3	1 042 784 750	1 042 784 750	1 025 980 326	-	12 566 000	-	1 038 546 326	1 042 322 660
42	Ministère de l'agriculture	4	4 771 162 500	4 771 162 500	4 771 162 500	-	- 20 000 000	-	4 751 162 500	4 751 162 500
42	Ministère de l'agriculture	5	46 854 000 000	46 931 000 000	40 598 738 220	-	- 438 650 783	321 889 093	3 265 976 530	2 637 142 146
42	Ministère de l'agriculture	6	32 129 000 000	32 052 000 000	44 413 047 605	-	- 5 208 332 564	-	39 204 715 041	42 238 052 405
42	Total Ministère de l'agriculture		87 402 643 250	87 402 643 250	93 414 624 651	-	- 5 654 417 347	321 889 093	50 866 096 397	53 638 960 878
Cod	Libelle Section	Code	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transfert	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion	Ordonnancement

e		titre				s	on		interne (1)	PEC
43	Ministère de l'Economie et des Finances	2	17 760 808 760	17 760 808 760	17 760 808 760	-	-	-	17 760 808 760	18 192 685 762
43	Ministère de l'Economie et des Finances	3	6 559 471 750	7 451 312 854	6 815 927 334	89 000 000	- 317 177 474	-	6 587 749 860	6 338 265 087
43	Ministère de l'Economie et des Finances	4	3 664 856 000	3 664 856 000	4 154 856 000	-	75 000 000	-	4 229 856 000	4 229 856 000
43	Ministère de l'Economie et des Finances	5	48 554 325 000	24 908 311 575	24 456 199 227		- 508 200 309	4 908 741 267	27 777 272 185	38 926 405 403
43	Ministère de l'Economie et des Finances	6	21 224 800 000	165 975 934 365	85 500 308 553	- 1 500 000 000	1 127 588 501	-	85 127 897 054	84 349 668 285
43	Ministère de l'Economie et des Finances					-	-	-		
43	Total Ministère de l'Economie et des Finances		97 764 261 510	219 761 223 554	138 688 099 874	- 1 411 000 000	377 210 718	4 908 741 267	141 483 583 859	152 036 880 537
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME	2	513 262 120	513 262 120	513 262 120	-	-	-	513 262 120	497 369 143
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME	3	207 431 000	207 431 000	191 685 918	-	-	-	191 685 918	181 939 077
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME	4	1 057 877 750	1 474 013 750	1 265 945 750	-	- 17 625 000	-	1 248 320 750	1 248 320 750
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME	5	8 072 000 000	7 610 000 000	7 567 936 428	-	- 52 000 000	285 655 686	1 292 592 114	874 701 166
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME	6	990 000 000	1 042 000 000	1 132 000 000	-	52 000 000	-	1 184 000 000	1 042 000 000
44	Total Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME		10 840 570 870	10 846 706 870	10 670 830 216	-	- 17 625 000	285 655 686	4 429 860 902	3 844 330 136
45	Ministère du Commerce	2	1 402 237 840	1 402 237 840	1 402 237 840	-	-	-	1 402 237 840	1 249 425 804
45	Ministère du Commerce	3	373 692 000	373 692 000	370 910 973	-	-	-	370 910 973	366 685 605
45	Ministère du Commerce	4	1 032 028 000	1 032 028 000	1 032 028 000	-	-	-	1 032 028 000	1 032 028 000
45	Ministère du Commerce	5	1 425 000 000	1 345 000 000	1 344 460 000	-	50 000 000	-	379 460 000	319 154 712
45	Ministère du Commerce	6	830 000 000	710 000 000	610 000 000	-	- 400 000 000	-	210 000 000	260 000 000
45	Total Ministère du Commerce		5 062 957 840	4 862 957 840	4 759 636 813	-	- 350 000 000	-	3 394 636 813	3 227 294 121
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement	2	1 061 941 300	1 067 511 300	1 703 088 020	-	-	-	1 703 088 020	2 111 599 945
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement	3	577 003 500	517 727 000	676 340 550	- 29 045 500	- 5 250 000	-	642 045 050	515 885 309
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement	4	264 492 250	264 492 250	264 492 250	-		-	264 492 250	264 492 250
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement	5	19 351 000 000	21 061 000 000	30 604 923 737	-	- 683 142 113	1 067 998 179	6 412 779 803	2 867 990 493
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement	6	29 848 000 000	34 748 000 000	39 788 000 000	-	-	-	39 788 000 000	36 255 000 000
46	Total Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement		51 102 437 050	57 658 730 550	73 036 844 557	- 29 045 500	- 688 392 113	1 067 998 179	48 810 405 123	42 014 967 997

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	2	605 455 720	605 455 720	605 455 720	-		-	605 455 720	469 235 403
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	3	242 834 000	242 834 000	241 750 955	-		-	241 750 955	239 804 691
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	4	508 846 500	508 846 500	658 846 500	-		-	658 846 500	658 846 500
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	5	1 025 000 000	975 000 000	965 055 121	-	-	13 002 200	603 057 321	594 501 255
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel	6	350 000 000	350 000 000	350 000 000	-		-	350 000 000	350 000 000
49	Total Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel		2 732 136 220	2 682 136 220	2 821 108 296	-	-	13 002 200	2 459 110 496	2 312 387 849
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales	2	150 542 066 940	150 472 011 740	150 472 011 740	-	-	-	150 472 011 740	180 226 701 421
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales	3	114 414 336 500	114 465 956 500	111 736 178 315	-	23 750 000	-	111 712 428 315	110 104 596 890
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales	4	1 577 405 000	1 487 405 000	1 487 405 000	-		-	1 487 405 000	1 575 641 740
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales	5	45 823 277 000	45 185 277 000	44 181 023 826	-	183 956 403	403 802 653	14 443 593 076	3 854 907 397
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales	6	2 512 000 000	2 364 000 000	2 314 000 000	-	50 000 000	50 000 000	2 314 000 000	2 314 000 000
50	Total Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales		314 869 085 440	313 974 650 240	310 190 618 881	-	257 706 403	453 802 653	280 429 438 131	298 075 847 448
52	Ministère des Sports	2	1 332 887 960	1 332 887 960	1 332 887 960	-	-	-	1 332 887 960	-
52	Ministère des Sports	3	1 776 582 250	1 776 582 250	3 022 967 781	-	-	-	3 022 967 781	2 968 159 826
52	Ministère des Sports	4	531 250 000	591 250 000	595 619 750	25 000 000	40 000 000	-	580 619 750	579 903 250
52	Ministère des Sports	5	3 100 000 000	1 628 000 000	1 828 000 000		75 000 000	400 400 000	1 303 400 000	620 205 305
52	Total Ministère des Sports		6 740 720 210	5 328 720 210	6 779 475 491	25 000 000	35 000 000	400 400 000	6 239 875 491	4 168 268 381

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie	2	879 410 080	1 033 172 080	1 078 584 080	-	-	-	1 078 584 080	1 068 461 963
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie	3	355 883 250	693 126 500	502 577 404	-	-	-	502 577 404	496 013 875
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie	4	2 738 911 500	3 149 064 500	3 237 845 184	-	4 500 000 000	-	7 737 845 184	7 737 845 184
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie	5	1 770 000 000	2 090 000 000	1 386 231 862	55 828 160	-	-	422 060 022	238 556 903
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie	6	2 450 000 000	21 225 000 000	20 300 000 000	-	10 500 000 000	-	30 800 000 000	30 800 000 000
53	Total Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie		8 194 204 830	28 190 363 080	26 505 238 530	55 828 160	15 000 000 000	-	40 541 066 690	40 340 877 925
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	2	35 539 122 020	35 989 871 020	36 029 763 020	-	-	-	36 029 763 020	30 434 718 152
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	3	9 943 543 000	10 134 822 250	9 911 242 037	29 045 500	1 308 638 107	-	11 248 925 644	10 340 090 336
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	4	24 902 337 000	24 832 837 000	24 750 673 200	-	1 973 337 000	-	22 777 336 200	22 627 757 200
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	5	34 180 000 000	33 240 000 000	33 252 398 395	-	16 979 851	3 563 508 200	12 433 926 744	4 965 982 686
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention	6	1 735 000 000	2 175 000 000	1 635 000 000	-	-	-	1 635 000 000	1 635 000 000
54	Total Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention		106 300 002 020	106 372 530 270	105 579 076 652	29 045 500	681 678 744	3 563 508 200	84 124 951 608	70 003 548 374
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	2	1 227 862 020	1 227 862 020	1 227 862 020	-	-	-	1 227 862 020	1 949 843 416
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	3	726 219 750	726 219 750	718 901 534	-	-	-	718 901 534	704 886 042
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	4	186 250 000	186 250 000	181 750 000	-	-	-	181 750 000	181 750 000
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	5	1 368 000 000	1 368 000 000	1 348 631 950	-	161 720 000	161 720 000	483 874 230	451 092 381
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs	6	425 000 000	425 000 000	438 250 000	-	-	-	438 250 000	438 250 000
55	Total Ministère de la Jeunesse et des Loisirs		3 933 331 770	3 933 331 770	3 915 395 504	-	161 720 000	161 720 000	3 050 637 784	3 725 821 839
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	2	3 981 264 520	3 981 264 520	3 981 264 520	-	-	-	3 981 264 520	3 985 659 525
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	3	3 043 167 500	3 043 167 500	2 967 027 146	-	72 006 005	-	2 895 021 141	2 836 995 342
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	4	391 620 000	391 620 000	391 620 000	-	50 000 000	-	341 620 000	341 620 000
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	5	22 686 000 000	22 657 600 000	22 122 782 074	-	148 824 948	251 837 086	3 845 794 212	2 646 191 302
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature	6	950 000 000	1 000 000 000	998 923 320	-	10 000 000	10 000 000	998 923 320	998 923 320
56	Total Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature		31 052 052 020	31 073 652 020	30 461 617 060	-	280 830 953	261 837 086	12 062 623 193	10 809 389 489

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2	724 412 360	724 412 360	724 412 360	-		-	724 412 360	-
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	3	295 082 750	295 082 750	262 874 054	- 10 700 000		-	252 174 054	237 730 740
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4	311 403 000	311 403 000	585 966 000	50 000 000	- 75 000 000	-	560 966 000	549 716 000
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	5	179 000 000	179 000 000	171 470 943			-	171 470 943	169 657 452
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	6	671 000 000	671 000 000	671 000 000	-		-	671 000 000	671 000 000
57	Total Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		2 180 898 110	2 180 898 110	2 415 723 357	39 300 000	- 75 000 000	-	2 380 023 357	1 628 104 192
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines	2	1 391 433 060	1 331 146 060	1 226 732 060	-		-	1 226 732 060	1 998 095 821
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines	3	1 153 006 000	1 115 293 000	1 150 374 697	-		-	1 150 374 697	987 730 824
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines	4	860 713 500	804 713 500	894 800 000	-		-	894 800 000	922 800 000
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines	5	4 930 000 000	4 930 000 000	4 284 698 667	-	- 56 005 250	75 805 250	1 204 498 667	993 583 831
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines	6	1 130 000 000	2 306 279 060	2 176 279 060	-	-	-	2 176 279 060	2 306 279 060
58	Total Ministère de la Famille et des Organisations Féminines		9 465 152 560	10 487 431 620	9 732 884 484	-	- 56 005 250	75 805 250	6 652 684 484	7 208 489 536
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	2	10 011 175 940	10 011 175 940	10 011 175 940	-		-	10 011 175 940	4 773 257 519
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	3	6 111 264 000	6 111 264 000	5 854 278 828	-	- 4 865 000	-	5 849 413 828	5 382 556 004
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	4	929 105 000	929 105 000	941 034 000	28 000 000	- 58 784 000	-	910 250 000	910 250 000
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	5	9 607 000 000	9 227 000 000	9 057 927 619		239 730 516	656 243 564	3 684 901 699	2 287 794 525
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	6	1 378 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000	-	- 75 000 000	75 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000
59	Total Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle		28 036 544 940	27 656 544 940	27 242 416 387	28 000 000	101 081 516	731 243 564	21 833 741 467	14 731 858 048
60	Charges non Réparties	2	33 778 617 400	32 477 224 400	32 477 224 400	-	-	-	32 477 224 400	17 416 513 470
60	Charges non Réparties	3	127 408 770 000	91 450 152 660	76 419 357 044	- 1 336 968 452	- 185 898 405	-	74 896 490 187	73 565 440 211
60	Charges non Réparties	4	64 864 713 250	135 648 373 250	134 002 963 503	- 1 493 160 000	- 11 292 460 000	-	121 217 343 503	121 210 503 503
60	Total Charges non Réparties		226 052 100 650	259 575 750 310	242 899 544 947	- 2 830 128 452	- 11 478 358 405	-	228 591 058 090	212 192 457 184

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
62	Min Elevage	2	1 582 926 880	1 582 926 880	1 582 926 880	-		-	1 582 926 880	1 678 655 245
62	Min Elevage	3	539 388 750	539 388 750	530 838 714	-		-	530 838 714	537 588 936
62	Min Elevage	4	215 795 000	215 795 000	215 795 000	-		-	215 795 000	186 653 000
62	Min Elevage	5	6 035 000 000	5 735 000 000	5 657 198 691	-	- 119 856 959	128 451 388	3 617 946 670	1 203 351 844
62	Min Elevage	6	518 000 000	518 000 000	518 000 000	-	-	440 000 000	958 000 000	958 000 000
62	Total Min Elevage		8 891 110 630	8 591 110 630	8 504 759 285	-	- 119 856 959	568 451 388	6 905 507 264	4 564 249 025
63	Ministère de la communication et des Télécommunications	2	366 857 900	386 433 900	386 433 900	-		-	386 433 900	61 170 731
63	Ministère de la communication et des Télécommunications	3	449 987 500	539 218 500	534 799 513	-		-	534 799 513	534 609 513
63	Ministère de la communication et des Télécommunications	4	721 370 000	921 370 000	921 370 000	-		-	921 370 000	921 370 000
63	Ministère de la communication et des Télécommunications	5	330 000 000	330 000 000	267 286 000	-	-	-	267 286 000	235 399 158
63	Ministère de la communication et des Télécommunications	6	5 000 000 000	5 000 000 000	5 000 000 000	-		-	5 000 000 000	5 000 000 000
63	Total Ministère de la communication et des Télécommunications		6 868 215 400	7 177 022 400	7 109 889 413	-	-	-	7 109 889 413	6 752 549 402
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	2	147 318 000	147 318 000	147 318 000	-		-	147 318 000	-
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	3	154 451 000	154 451 000	144 288 205	-		-	144 288 205	133 849 374
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	4	416 136 000	-	-	-		-	-	208 068 000
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	5	2 705 000 000	2 705 000 000	2 631 162 235	-	- 12 000 000	12 000 000	281 162 235	198 988 443
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	6	1 375 000 000	1 375 000 000	1 285 000 000	-	250 000 000	-	1 535 000 000	1 375 000 000
64	Total Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance		4 797 905 000	4 381 769 000	4 207 768 440	-	238 000 000	12 000 000	2 107 768 440	1 915 905 817
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	2	1 333 726 920	1 370 577 920	1 370 577 920	-		-	1 370 577 920	868 665 443
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	3	331 092 750	450 677 500	630 560 213	-		-	630 560 213	417 728 209
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	4	19 084 099 000	19 084 099 000	17 968 685 812	-		-	17 968 685 812	17 968 685 812
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	5	15 393 100 000	17 927 100 000	17 698 259 012	-	- 34 750 000	246 436 057	722 845 069	613 393 477
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales	6	13 560 000 000	13 560 000 000	13 560 000 000	-	- 2 400 000 000	-	11 160 000 000	11 160 000 000
65	Total Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		49 702 018 670	52 392 454 420	51 228 082 957	-	- 2 434 750 000	246 436 057	31 852 669 014	31 028 472 941

Cod e	Libelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion interne (1)	Ordonnancement PEC
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	2	734 860 460	734 860 460	734 860 460	-		-	734 860 460	250 980 993
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	3	205 590 000	205 590 000	211 642 400	-		-	211 642 400	207 240 844
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	4	100 000 000	149 000 000	149 000 000	50 000 000		-	199 000 000	199 000 000
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	5	1 130 000 000	1 130 000 000	816 475 000		-	-	316 475 000	313 416 222
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	6	4 150 000 000	3 750 000 000	3 625 000 000		550 000 000	-	4 175 000 000	4 175 000 000
66	Total Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire		6 320 450 460	5 969 450 460	5 536 977 860	50 000 000	550 000 000	-	5 636 977 860	5 145 638 059
67	Ministère des Energies Renouvelables	2	92 982 100	92 982 100	92 982 100	-		-	92 982 100	-
67	Ministère des Energies Renouvelables	3	155 575 000	155 575 000	149 303 209	-		-	149 303 209	146 303 258
67	Ministère des Energies Renouvelables	5	400 000 000	400 000 000	439 786 100	-	- 17 490 500	22 401 340	444 696 940	304 334 518
67	Ministère des Energies Renouvelables	6	-	-	-	-		-	-	-
67	Total Ministère des Energies Renouvelables		648 557 100	648 557 100	682 071 409	-	- 17 490 500	22 401 340	686 982 249	450 637 776
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique	2	729 289 720	763 611 720	88 143 000	-		-	88 143 000	-
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique	3	254 531 500	338 456 500	63 041 175	-	- 3 000 000	-	60 041 175	266 271 865
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique	5	10 098 000 000	10 048 000 000	-	-	- 752 178 738	359 034 915	- 393 143 823	224 105 432
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique	6	7 010 000 000	5 010 000 000	-	-	1 177 000 000	-	1 177 000 000	4 710 000 000
68	Total Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique		18 091 821 220	16 160 068 220	151 184 175	-	421 821 262	359 034 915	932 040 352	5 200 377 297
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie	2	723 833 000	79 430 000	79 430 000	-		-	79 430 000	-
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie	3	386 640 000	85 303 601	83 882 075	-		-	83 882 075	294 160 423
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie	4	300 000 000	-	-	-		-	-	150 000 000
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie	5	350 000 000	-	-	-	-	-	-	71 952 585
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie	6	650 000 000	-	-	-	-	-	-	600 000 000
69	Total Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie		2 410 473 000	164 733 601	163 312 075	-	-	-	163 312 075	1 116 113 008

72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	2	140 489 000	140 489 000	140 489 000	-	-	-	140 489 000	-
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	3	195 365 000	195 365 000	191 044 609	-	-	-	191 044 609	206 035 713
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	4	442 624 000	442 624 000	442 624 000	-	-	-	442 624 000	442 624 000
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	5	3 020 000 000	3 020 000 000	2 968 345 704	-	-	101 512 651	616 833 053	343 861 767
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	6	850 000 000	850 000 000	900 000 000	-	-	-	900 000 000	850 000 000
72	Total Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture		4 648 478 000	4 648 478 000	4 642 503 313	-	-	101 512 651	2 290 990 662	1 842 521 480
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique	2	2 124 241 080	2 124 241 080	2 124 241 080	-	-	-	2 124 241 080	720 687 337
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique	3	2 679 117 000	2 679 117 000	2 639 985 683	-	-	4 956 000	2 635 029 683	2 488 466 602
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique	4	77 299 708 000	77 374 708 000	78 546 737 000	2 500 000 000	11 434 415 417	-	92 481 152 417	92 481 152 417
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique	5	7 200 000 000	7 200 000 000	7 128 397 427	-	-	623 000 000	929 980 342	7 435 377 769
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique	6	-	-	-	-	-	-	-	-
75	Total Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique		89 303 066 080	89 378 066 080	90 439 361 190	2 500 000 000	10 806 459 417	929 980 342	104 675 800 949	99 610 570 329
76	Ministère des TICs	2	77 446 000	57 870 000	57 870 000	-	-	-	57 870 000	-
76	Ministère des TICs	3	130 231 000	107 000 000	-	-	-	-	-	-
76	Ministère des TICs	5	280 000 000	-	-	-	-	-	-	-
76	Total Ministère des TICs		487 677 000	164 870 000	57 870 000	-	-	-	57 870 000	-

Juillet 2012

Loi de règlement gestion 2011

Cod	eLibelle Section	Code titre	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits gestion internes (1)	Ordonnancement PEC
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	2	-	130 342 200	291 521 200	-		-	291 521 200	-
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	3	-	164 593 000	136 622 917	-		-	136 622 917	106 717 609
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	4	-	146 000 000	478 464 000	-		-	478 464 000	478 464 000
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	5	-	-	560 160 000	-		-	325 160 000	-
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	6	-	600 000 000	730 000 000	-		-	730 000 000	600 000 000
77	Total Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance		-	1 040 935 200	2 196 768 117	-	-	-	1 961 768 117	1 185 181 609
78	Ministère Chargé des Elections	2	-	-	543 763 000	-		-	543 763 000	-
78	Ministère Chargé des Elections	3	-	-	4 857 815 661	-		-	4 857 815 661	-
78	Ministère Chargé des Elections	5	-	-		-		-	-	-
78	Total Ministère Chargé des Elections		-	-	5 401 578 661	-	-	-	5 401 578 661	-
	Total		2 057 620 000 000	2 257 980 000 000	2 171 744 019 521	-	12 531 955 417	21 340 500 000	1 938 116 474 938	1 817 836 488 929

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES

	LFI	LFR1	LFR2	Virements/transferts	Ouverture/Annulation	REPORTS	Crédits de la gestion/ressources internes	Ordonnancement PEC
Titre 1 : Dette publique	254 730 000 000	358 590 000 000	362 945 000 000	-	-	-	362 945 000 000	281 008 792 265
Titre 2 : Dépenses de Personnel	416 000 000 000	416 000 000 000	416 000 000 000	-	-	-	416 000 000 000	422 856 341 616
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	349 827 514 500	318 708 014 500	301 382 592 686	- 1 159 840 000	1 366 495 000	-	301 589 247 686	286 568 536 479
Titre 4 : Autres transferts courants	238 362 485 500	309 490 985 500	315 816 407 314	1 159 840 000	2 435 460 417	-	319 411 707 731	319 668 013 994
Total dépenses ordinaires	1 258 920 000 000	1 402 789 000 000	1 396 144 000 000	-	3 801 955 417	-	1 399 945 955 417	1 310 101 684 354
Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat	431 635 200 000	417 325 256 575	402 358 275 983	-	3 136 744 063	20 765 500 000	158 760 520 046	125 985 881 505
Titre 6 : Transferts en Capital	367 064 800 000	437 865 743 425	373 241 743 538	-	5 593 255 937	575 000 000	379 409 999 475	381 748 923 070
Total investissement	798 700 000 000	855 191 000 000	775 600 019 521	-	8 730 000 000	21 340 500 000	538 170 519 521	507 734 804 575
Total budget général	2 057 620 000 000	2 257 980 000 000	2 171 744 019 521	-	12 531 955 417	21 340 500 000	1 938 116 474 938	1 817 836 488 929

ANNEXE III

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR Gestion 2011

LIBELLES	LFI	LFR 1	LFR 2	Recouvrements/Ordonnancements PEC		Ecart	
				Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale	Recettes/ Dépenses	Recettes/ Dépenses	Recettes/ Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
96.101 Fonds national de retraite	54 000 000 000	54 000 000 000	54 000 000 000	58 502 221 068	59 193 950 466	4 502 221 068	-5 193 950 466
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	210 000 000	210 000 000	210 000 000	147 136 643	3 317 672	-62 863 357	206 682 328
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	900 000 000	900 000 000	900 000 000	1 296 857 036	845 561 813	396 857 036	54 438 187
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	1 056 000 000	1 056 000 000	1 056 000 000	200 372 703	0	-855 627 297	1 056 000 000
Sous-total	56 166 000 000	56 166 000 000	56 166 000 000	60 146 587 450	60 042 829 951	3 980 587 450	-3 876 829 951
Comptes de commerce						0	0
96.201 Opérations des armées à caractere industriel et com.	150 000 000	150 000 000	150 000 000	16 942 000		-133 058 000	150 000 000
Sous-total	150 000 000	150 000 000	150 000 000	16 942 000	0	-133 058 000	150 000 000
Comptes de prêts						0	0
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0		-800 000 000	800 000 000
96.507 Prêts aux particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000	16 000 000 000	11 086 213 689	11 460 090 230	-4 913 786 311	4 539 909 770
Sous-total	16 800 000 000	16 800 000 000	16 800 000 000	11 086 213 689	11 460 090 230	-5 713 786 311	5 339 909 770
Comptes d'avances						0	0
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000	800 000 000	0	0	-800 000 000	800 000 000
96.609 Avances à 1 an aux particuliers				9 175 654 037	9 379 214 360	9 175 654 037	-9 379 214 360
Sous-total	800 000 000	800 000 000	800 000 000	9 175 654 037	9 379 214 360	8 375 654 037	-8 579 214 360
Total général	73 916 000 000	73 916 000 000	73 916 000 000	80 425 397 176	80 882 134 541	6 509 397 176	-6 966 134 541

ANNEXE IV

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS PAR SECTION ET PAR TITRE

Crédits non consommés et dépassements par section et par titre

Cod e secti on	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
10	Dette publique	81 936,21											
21	Présidence de la République				- 827,13	476,94				1,22		270,00	
22	Assemblée Nationale			1 210,21		500,00							
24	Conseil Economique et Social				- 1 449,96								
25	Conseil Constitutionnel			0,47									
27	Cour Suprême			94,32						195,01			
28	Cour des Comptes				- 31,99	10,31				103,58			
30	Primature				- 1 557,65	93,65		20,00		115,56			- 55,82
31	Ministère des Affaires Etrangères			6 103,46		7 872,54		0,47		2 156,19			
32	Ministère des Forces Armées				- 6 231,43	661,25				421,41			
33	Ministère de l'Intérieur				- 5 074,98		- 4 569,37			5 213,42			
34	Ministère de la Justice			1 103,44		113,44				3 115,63			
35	Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi				- 982,40	2,64				132,06			
36	Ministère des relations avec les institutions				- 99,18	4,02				0,42			
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles			869,55		11,30				120,29			
38	Min Genre			86,67			- 11,38				- 134,95		
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur				- 15,26	14,70				2,33			
40	Ministère de l'Economie Maritime			53,29		14,86				52,51			
41	Ministère Coop. Int., des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.			23,22			- 13,96				- 162,46		
42	Ministère de l'agriculture				- 364,59		- 3,78			628,83			- 3 033,34
43	Ministère de l'Economie et des Finances				- 431,88	249,48					- 11 169,67	778,23	
44	Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro Industrie et des PME			15,89		9,75				417,89		142,00	

Code Section	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
45	Ministère du Commerce			152,81		4,23				60,31			- 50,00
46	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement				- 408,51	126,16				3 544,79		3 533,00	
49	Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel			136,22		1,95				8,56			
50	Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales				- 29 754,69	1 607,83			- 88,24	10 588,69			
52	Ministère des Sports			1 332,89		54,81		0,72		683,19			
53	Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie			10,12		6,56				183,50			
54	Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention			5 595,04		908,84		149,58		7 467,94			
55	Ministère de la Jeunesse et des Loisirs				- 721,98	14,02				29,54			
56	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature				- 4,40	58,03				1 199,60			
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale			724,41		14,44		11,25		1,81			
58	Ministère de la Famille et des Organisations Féminines				- 771,36	162,64			- 28,00	210,91			- 130,00
59	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle			5 237,92		466,86				1 397,11			
60	Charges non Réparties			15 060,71		1 331,05		6,84					
62	Min Elevage				- 95,73		- 6,75	29,14		2 398,44			
63	Ministère de la communication et des Télécommunications			325,26		0,19				31,89			

Juillet 2012

Loi de règlement gestion 2011

Cod e secti on	Libelle Section	Titre 1		Titre 2		Titre 3		Titre 4		Titre 5		Titre 6	
		Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement	Disponible	Dépassement
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance			147,32		10,44			- 208,07	82,17		160,00	
65	Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales			501,91		212,83				109,45			
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire			483,88		4,40				3,06			
67	Ministère des Energies Renouvelables			92,98		3,00				140,36			
68	Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique			88,14			- 206,23				- 617,25		- 3 533,00
69	Ministère de l'hygiène publique et cadre de vie			79,43			- 210,28		- 150,00		- 71,95		- 600,00
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture			140,49			- 14,99			272,97		50,00	
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique			1 403,55		146,56				3 515,11			
76	Ministère des TICs			57,87									
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance			291,52		29,91				325,16		130,00	
78	Ministère Chargé des Elections			543,76		4 857,82							
	Total	81 936,21	-	41 966,78	- 48 823,12	20 057,44	- 5 036,73	218,00	- 474,30	44 930,92	- 12 156,28	5 063,23	- 7 402,15